



L'INVITÉ

MANFRED BÜHLER, AVOCAT, MAIRE, ANCIEN CONSEILLER NATIONAL, CORTÉBERT

Francophonie bernoise et Parlement fédéral

Les élections fédérales 2019 ont réservé une bien mauvaise surprise aux francophones du canton de Berne puisque j'ai manqué de peu la réélection au Conseil national. Je regrette de ne pas avoir pu mener à bien cette mission et tiens à remercier toutes les personnes et institutions qui m'ont témoigné un fort soutien pendant la campagne.

C'est bien évidemment une déception personnelle. Toutefois, relativisons d'entrée! En tant que milicien, j'ai intégré depuis toujours qu'une élection n'est jamais gagnée d'avance et mon destin personnel est peu de chose face au véritable enjeu: le bien-être du Jura bernois et de toute une communauté linguistique.

Le Jura bernois et plus largement la francophonie bernoise sont donc pri-

vés de représentation directe au Parlement fédéral. S'agit-il d'une catastrophe? Assurément non puisque la situation s'est présentée pendant plus de trois ans après les élections 2011. Le Jura bernois et la communauté francophone bernoise ne se portent pas plus mal, et même mieux sur bien des plans, notamment si l'on considère l'économie des dernières années.

Une représentation directe au Parlement fédéral n'est donc pas une condition sine qua non au développement harmonieux d'une région comme la nôtre. Ce développement dépend en premier lieu de toutes les personnes de bonne volonté qui travaillent dur chaque jour à exploiter nos terres agricoles, faire marcher nos entreprises, gérer nos communes

ou encore assurer la prise en charge des personnes dans nos hôpitaux.

Dans ce contexte, une (ou plusieurs!) personne élue au Parlement fédéral constitue en quelque sorte une cerise sur le gâteau. Elle n'est pas indispensa-

Une (ou plusieurs!) personne élue au Parlement fédéral constitue en quelque sorte une cerise sur le gâteau. Elle n'est pas indispensable pour que le gâteau soit bon, ou même excellent, mais sur le long terme, son absence n'est pas convenable.

ble pour que le gâteau soit bon, ou même excellent, mais sur le long terme, son absence n'est pas convenable.

Au plan pragmatique, la législature passée a montré que le relais des pré-

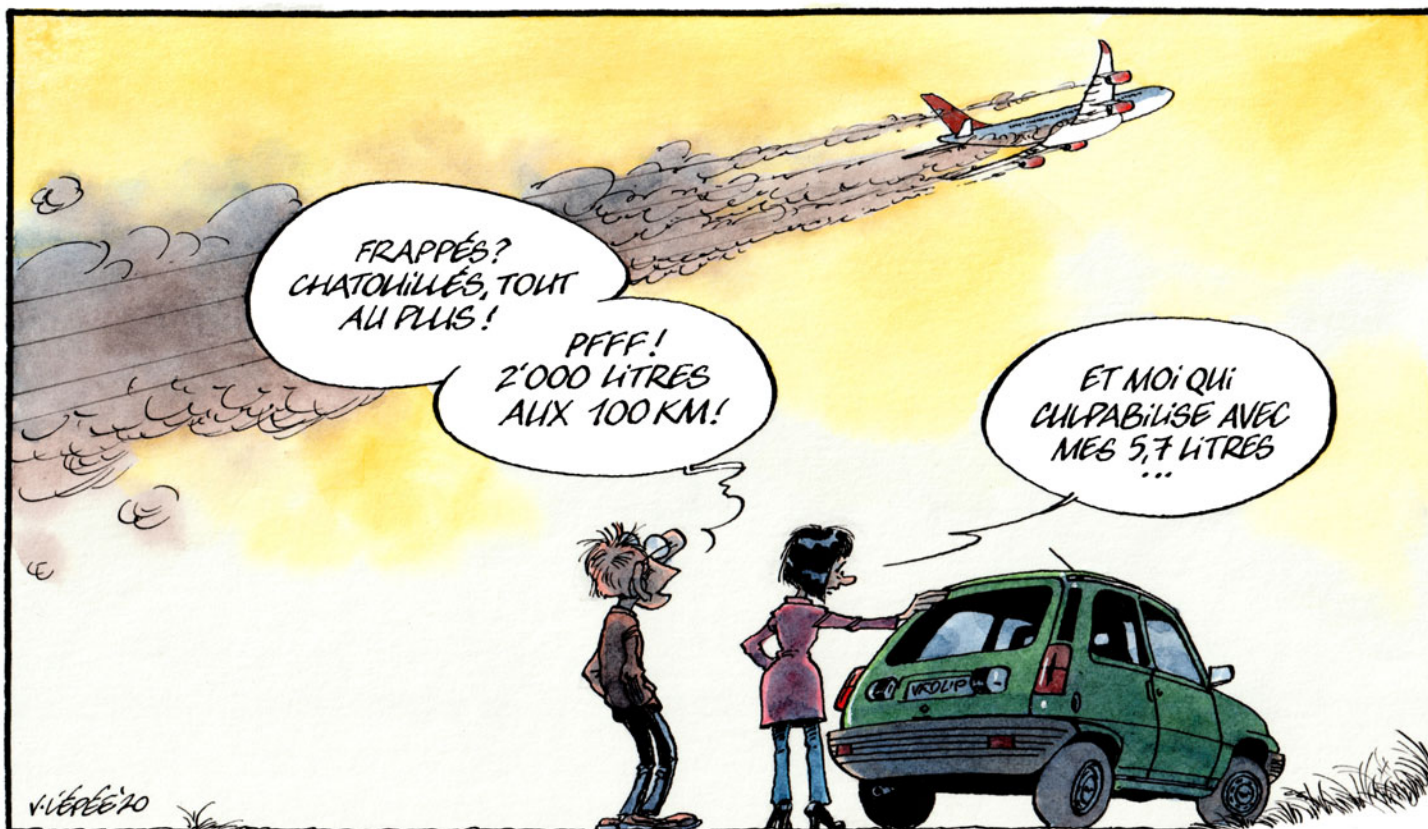
occupations de la région au Parlement est suivi d'effets concrets. Même si la mécanique fédérale est parfois lente, la motion soutenant les entreprises formatrices lors du chômage partiel a définitivement été acceptée et pourra

sur les autoroutes. Ils sont installés depuis fin 2019 sur le contournement Est de Bienne.

Au plan symbolique et politique aussi, une représentation directe au Parlement est nécessaire. Certes, le Jura bernois et les francophones ont 24 représentant(e)s au Conseil national et deux au Conseil des Etats, comme toutes les composantes de notre canton. Cela dit, la possibilité d'activer une personne proche géographiquement et parlant la même langue facilite nettement les démarches. Il appartient maintenant aux partis politiques de corriger la situation. J'ai confiance que tel sera le cas et y travaillerai également. En attendant, le Jura bernois a tout en main pour bien faire et je formule mes meilleurs vœux pour 2020!

LE COUP DE GRIFFE DE VINCENT L'ÉPÉE

LES VOYAGES EN AVION BIENTÔT FRAPPÉS D'UNE TAXE ÉCOLOGIQUE



COURRIER DES LECTEURS

HJB

La santé, une tâche cantonale

Le PS s'alarme de voir le canton vendre une partie de ses hôpitaux. Il est particulièrement étonnant qu'une décision aussi importante intervienne avant que le Grand Conseil n'ait eu l'occasion de s'exprimer à propos de la stratégie cantonale de la santé. D'autant qu'une motion y a été déposée lors de la dernière session demandant d'analyser une éventuelle participation privée dans l'hôpital de Moutier: on envisage bien une étude et non une mise en œuvre! Le PS s'inquiète des conséquences que cela peut avoir sur les conditions de travail du personnel et sur le maintien des emplois. Le PS attend du canton qu'il assume ses responsabilités, renonce à toute nouvelle vente et reste l'actionnaire majoritaire. La qualité et la sécurité des prestations de santé doivent être clairement garanties. Avec cette vente du capital-actions, le Conseil exécutif donne un mauvais signal. (...)

Le PS attend du gouvernement qu'il développe une stratégie claire, notamment pour faciliter les synergies entre les différents hôpitaux publics bernois. Le canton ne peut pas se dégager de ses responsabilités envers ses hôpitaux. La santé reste une responsabilité de l'autorité publique et ne peut pas être abandonnée à des intérêts privés seulement intéressés par les gains.

Parti socialiste du canton de Berne

De quoi assurer l'avenir

Depuis sa transformation en SA, l'HJB s'est illustré par un succès envié loin à la ronde, tant sur le plan médical que financier, avec des résultats solides qui lui ont permis de se développer et d'investir massivement. En raison de la bringue politique à Moutier toutefois, son site de la cité prévôtise a été impacté très négativement depuis quelques années. Cette situation s'est accentuée depuis le vote du 18 juin 2017, qui a finalement été cassé par la justice. Le transfert hypothétique de la ville au canton du Jura ne résoudrait rien puisqu'il est évident que l'Etat jurassien, empêtré dans des déficits n'a pas les moyens financiers nécessaires pour investir dans le rachat de l'HJB. Dans ce contexte, l'UDC Jura bernois ne peut que saluer le partenariat public-

privé conclu par le Conseil exécutif: Swiss Medical Network (SMN), qui a acquis 35% l'HJB, s'engage à investir 25 millions de francs ces prochaines années. Le Conseil exécutif démontre sa ferme volonté d'assurer l'avenir des soins et de l'HJB dans le Jura bernois. Grâce à son cadre légal moderne et aux structures en SA de ses hôpitaux, le canton est à même de répondre aux défis posés par les soins dans la région. Les hôpitaux privés sont un acteur indispensable et fiable de la sécurité sanitaire du canton. Au plan plus politique, l'UDC Jura bernois relève la grande cohérence de la démarche, qui s'inscrit dans la ligne annoncée de longue date par le Conseil exécutif. Le Grand Conseil a validé cette idée en adoptant le chiffre 3 d'une motion d'Etienne Klopfenstein qui demandait de garantir que la collaboration avec un partenaire privé soit étudiée pour l'hôpital de Moutier. Etrangement, les députés séparatistes du PSA Maurane Riesen et Peter Gasser s'étaient opposés à cette motion, alors que le chef séparatiste de la délégation aux affaires jurassiennes du Conseil municipal de Moutier s'est félicité de ce partenariat sur les ondes de RJB, illustrant une belle cacophonie au PSA.

UDC Jura bernois

LA QUESTION DE LA SEMAINE

Le canton a vendu 35% du capital de l'HJB à Swiss Medical Network. Une bonne idée?

Vous pouvez voter sur notre site internet www.journaldujura.ch, mais aussi réagir sur notre page Facebook ou par e-mail à l'adresse suivante: forum@journaldujura.ch

CREDIT SUISSE

Procès des manifestants, ou l'inverse?

Qui sont ces agitateurs qui se sont permis de jouer au tennis dans les locaux du Credit Suisse? Des étudiants entre 25 et 35 ans. Ils sont les fruits représentatifs de notre culture, de notre société, de notre démocratie. Pourquoi cette action? En fait, c'est l'expression bienveillante de leurs consciences, en réaction à une situation qu'ils jugent monstrueuse.

Ils sont jeunes, ils désirent un avenir souriant, peut-être des enfants, de la confiance, de la vérité, de la fraternité, du respect, du partage, du sens. A tort ou à raison, ils observent qu'ils vivent dans une société animée par le déni, la peur, le profit, la compétition, le chacun pour soi. Dans 10 ans, cette action sera peut-être considérée comme le début de la résistance climatique en Suisse.

Devons-nous attendre 10 ans pour mesurer la justesse de l'action de ces jeunes citoyens? Aujourd'hui, la Suisse a la même posture avec ses banques que l'Australie avec son charbon. Je reconnais que les dommages causés par le mode d'affaires de nos banques ne sont pas comparables, les effets sur le climat en Suisse n'ont pas la même violence que ceux subis en Australie actuellement. Jusqu'à quand? Comme l'a dit Saint-Exupéry, nous n'héritons pas de la terre de nos ancêtres, nous l'empruntons à nos enfants.

Yves Batardon, Soral

DIESE

Lâcheté et vandalisme

La stupidité gratuite de certains personnages n'a d'égal que leur lâcheté pour taguer le bâtiment des chambres mortuaires de Diesse. Où va-t-on si l'on ne respecte même plus nos chers disparus?

Christian Hurni, Lamboing

PÉDOPHILIE

Après Matzneff, Mitterrand?

L'écrivain Gabriel Matzneff pourrait faire face à la justice en France. Le cas échéant, s'il casque, j'espère qu'il ne sera pas le seul. Souvenons-nous notamment de Frédéric Mitterrand, le neveu du président, qui a relaté des expériences personnelles dans «La mauvaise vie», un livre paru en 2005. Quatre ans après la sortie du livre, Marine Le Pen, l'actuelle présidente du Rassemblement national, l'accusait (pour des raisons cachées d'ordre politique, vraisemblablement, considérant que Mitterrand a été ministre de la Culture de 2009 à 2012) d'avoir pratiqué le tourisme sexuel et «payé des petits garçons thaïlandais». Le député socialiste Patrick Bloche a quant à lui présenté ses écrits comme étant «insupportables». Trois jours plus tard, le principal intéressé niait avoir eu des relations sexuelles avec des mineurs et dénonçait le tourisme sexuel et la pédophilie.

Sylvio Le Blanc, Montréal